

En Europe l'internationalisme prolétarien

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

57^e Année. — Nouvelle Série. — N° 343
JEUDI 15 JANVIER 1953
LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Pour un 3^e Front International Révolutionnaire

INTERNATIONALE
ANARCHISTE

doit faire échec à la coalition fasciste

Face à la réaction
la F. A. sera
à l'avant-garde

NOUS avons vu juste lorsque nous prévoyions Mayer comme probable successeur de Pinay (1).

C'est que M. René Mayer présente exactement le passé, les relations et les qualités requises pour donner à la politique française une continuité caractérisée par la défense des catégories privilégiées et une politique antiouvrière de plus en plus rigoureuse.

Homme des banques et politicien, il a su passer de la III^e République à Vichy, puis de Giraud à Gaulle avec une souplesse inégalable et il ne faut pas oublier que l'ambassade U.S.A. fit pression sur Queuille, sans succès, pour imposer Mayer comme ministre des Finances. Par surcroît Mayer fut longtemps partisan de l'entente avec les gaullistes matérialisée par un gouvernement de Gaulle-Mayer. Le récent vote d'investiture donné par le R.P.F. et l'abandon de l'armée européenne par Mayer prouvent qu'il reste quelque chose des anciens penchants gaullistes du nouveau chef du gouvernement. L'appartenance radicale ne signifie rien, elle n'est que le moyen pour beaucoup de politiciens de s'abstenir d'une étiquette ouverte réactionnaire tout en se réservant de faire n'importe quelle politique.

*
Le gouvernement Mayer est la suite logique du gouvernement Pinay, même si le programme Mayer est différent du programme Pinay sur des points de détail.

Comme nous l'avions prévu, c'est une équipe de rechange — avec beaucoup de noms déjà connus dans le ministère précédent — pour une même politique.

Mais entendons-nous : cette continuité n'est pas une identité, un maintien d'un certain degré de conservatisme. Non. Il s'agit d'une continuité en mouvement, vers un pouvoir d'Etat de plus en plus fort, pour une politique de classe de plus en plus réactionnaire.

Pinay, c'était la politique de Ramadier, de Queuille, de Schuman, mais accentuée. Mayer ce sera la politique de Pinay mais aggravée. Et demain, le successeur de Mayer sera plus proche encore d'un fascisme authentique.

Nous en sommes pour l'instant, si l'on veut, à peu près à la république des pleins pouvoirs et de la répression de 1938, sans Daladier.

Mais la bourgeoisie française, qui voudrait bien sans doute faire l'économie d'une expérience totalitaire, qui préférerait éviter le développement du dirigisme étatique, éviter la marche vers un national-capitalisme, est contrainte par les impératifs économiques et financiers de marcher vers une « solution », une « mise en ordre » qui ne peut être que totalitaire.

Ce ne sera peut-être pas de Gaulle, encore qu'il puisse — même si le R.P.F. s'écroule — apporter son prestige pas encore tout à fait verrouillé, comme couverture d'une équipe fasciste. Mais de toute façon, l'Etat français progresse inexorablement vers le renforcement du pouvoir, l'écrasement des moindres garanties, l'avilissement de la classe ouvrière.

*
Quelle va être la réaction des masses condamnées à la misère, au chômage, à l'esclavage ? Elles sont à la croisée des chemins : ou bien la désespérance, la remise de leur sort aux mains d'un homme ou d'une clique capable d'apporter quelques apparentes satisfactions, quelques lois sociales, moyennant leur parfaite soumission de bétail pour la superproduction et le carnage, ou bien la lutte acharnée, quotidienne, contre le patronat et l'Etat, et à travers tous ces combats de détail, la renaissance ouvrière, la montée de la combativité et de la confiance, et la seule solution : la Révolution.

La Fédération Anarchiste est présente, ses militants à l'avant-garde de tous les combats pour que la Révolution l'emporte. Le fascisme n'a pas encore la victoire !



AU CONSEIL DE L'EUROPE le nationalisme fasciste s'impose

NOUS ne nous étions jamais fait d'illusions ni sur les possibilités, ni sur la valeur d'une unification éventuelle de l'Europe sous l'égide des tenants actuels.

Connaissant d'une part l'enracinement des préjugés chauvins de ceux qui sont actuellement en présence, et d'autre part les différents intérêts qui les animent, nous ne voyons pas les choses aller bien loin.

Néanmoins, nous ne pensions pas que cela pût se manifester si tôt et d'une façon aussi facétieuse.

Les habiles facultés de comédiens des polichinelles de la politique nous laissaient entrevoir une pièce au dénouement plus lointain.

Les dispositions d'esprit des différents représentants ressurgirent étrangement au début de cette session constitutionnelle. D'abord chacun s'exprima dans la langue nationale, alors que dans les assemblées internationales précédentes on réussissait très bien à s'exprimer en se limitant à l'usage du français et de l'anglais. Puis, comme pour bien délimiter jusqu'où allait leur internationalisme, les huissiers accompagnant les divers représentants firent une entrée triomphale, rivalisant de déorations et de rubans aux couleurs nationales. Il est donc difficile en la circonstance d'être plus ridicule, c'est tout au moins notre avis.

De ce fait, on comprend mieux aujourd'hui ce que recherchent surtout les Spaak, les Reynaud, les Teitgen, etc... Ils ne désirent nullement une suppression de frontières, mais un accord passager, une petite coalition, une sorte d'association ayant simplement pour but de faire obstacle à d'autres concurrents du moment.

Portrait express :

BOUTÉMY un ignoble salaud !

A. Boutemy est désormais ministre de la Santé

Il a quarante-sept ans.

Jadis fonctionnaire aux Finances.

Puis directeur des Renseignements généraux sous Vichy, c'est-à-dire pourvoyeur des camps de concentration (et peut-être aussi de Struthof, d'où le ministère de la Santé ?). Egalement super-préfet à Lyon.

Bien étrange (?) saut vers les hautes destinées.

Il trouve prudent de démissionner de l'Administration en 1945.

Est alors préfet honoraire.

On le retrouve administrateur de sociétés.

Élu le 18 mai 1952 comme sénateur de Seine-et-Marne (honte aux votants).

Cette crapule en voie d'avancement n'avait jamais fait partie d'un gouvernement.

On sait qu'une commission constitutionnelle avait été chargée, le 10 septembre dernier, d'élaborer un projet de constitution politique de l'Europe.

Du projet présenté par cette commission et des discussions qui en résultèrent, il ressort qu'aujourd'hui l'Assemblée Constitutionnelle de l'Europe a arrêté le

principe d'une Assemblée européenne, élue au suffrage universel.

En tous cas, on peut affirmer que la classe ouvrière est dans sa presque totalité indifférente à la constitution d'une « Petite Europe », ou d'un super-Etat bourgeois, comme l'on voudra. Ceux qui font habituellement les frais de tout ont compris qu'ils n'avaient aucune amélioration valable à attendre de cela.

Un Etat européen leur laisserait l'exploitation tel qu'ils la subissent en ce moment, avec pour le moins les mêmes risques et les mêmes servitudes.

L'internationalisme des travailleurs et l'Etat européen des bourgeois sont deux choses bien différentes.

Le premier vise à l'émancipation complète et définitive des travailleurs de tous les pays. Ce qui implique la disparition du patronat et des détenteurs toujours privilégiés de pouvoir.

L'Etat européen que nous proposent les hommes au pouvoir, en admettant qu'il parviennent à le faire, seraient uniquement destinés à protéger et à perpétuer l'exploitation de la classe ouvrière par la classe privilégiée.

En utilisant pour cela le vote tel qu'il se pratique en France, ils ne feront que généraliser la duplicité dont sont victimes actuellement bon nombre de travailleurs.

Peu importe la comédie qui se joue, si mal d'ailleurs, du moment que la classe ouvrière n'abandonne pas ses salaires, aspirations internationnalistes.

Il faut bien se penérer de l'idée que l'internationalisme est lié à la lutte de classe et que celle-ci ne prendra fin que lorsque la dernière initiative aura été prise par l'ensemble des travailleurs associés.

L. BLANCHARD.

A Bordeaux, dans le procès des assassins d'Oradour c'est le nazisme que l'on veut acquitter

MAIS que veulent donc cette presse et cette partie de l'opinion (comme ils disent) pour mener autant d'agitation autour du procès des assassins des habitants d'Oradour, le 10 juin 1944 ?

Il serait bien facile pour nous, en tant que révolutionnaires, de se placer sur le plan de notre jugement général des sociétés et de se désintéresser de ce procès, de ce crime qui ne sont que les produits de ces sociétés. Il nous serait facile de contester, purement et simplement, le droit à la démocratie de juger alors qu'elle commet ce crime ailleurs, en Corée, en Indochine, en Tunisie, en Algérie, au Maroc. Mais cela ne changerait rien au fait. Et puis, si la guerre représente le plus odieux des crimes, il faut admettre tout de même des degrés dans l'horreur de l'assassinat, qui ne peuvent être dépassés avec la justification stupide des raisons de la guerre.

Il y a, d'autre part, autour de ce procès et des accusés, innocents ou non, et dont se moque épouvantement la bourgeoisie, une campagne entreprise. Il nous importe de prévenir l'opinion de la classe ouvrière sur les mystifications de cette campagne politico-judiciaire.

Dans ce procès, douze Alsaciens sont inculpés. Douze Alsaciens appartenant à la division « Das Reich ». Si nous comprenons bien où ne veut pas qu'ils le soient. Pourquoi ? Il y va, paraît-il, de l'honneur de l'Alsace ? Eh bien ! quand on a pris connaissance des arguments « des défenseurs de l'honneur de l'Alsace » on n'est plus d'accord. Cette défense se fait, il nous semble étonnant que nos législateurs reviennent sur une loi qu'ils ont décretée. Ce n'est pas dans leurs habitudes, surtout publiquement et avec l'approbation de leurs électeurs.

Les raisons données pour l'abrogation, que l'on veut à tout prix, de cette loi, sont fausses. Cette loi n'établit pas, comme on le fait remarquer, la responsabilité collec-

tive, mais une présomption collective de responsabilité, ce qui n'est pas la même chose. La malhonnêteté « des chargés de l'information du public » pour cette campagne se découvre ici. L'article premier de cette loi déclare :

« Lorsqu'un des crimes prévus par l'ordonnance du 28 août 1944 sur la répression des crimes de guerre est imputable à l'action collective d'une formation ou d'un groupe faisant partie d'une organisation déclarée criminelle par le tribunal militaire international, tous les individus appartenant à cette formation ou à ce groupe peuvent être considérés comme co-auteurs, à moins qu'ils n'apporent la preuve de leur incorporation forcée et de leur non-participation au crime. »

Lisons bien la dernière partie de l'article premier : « Les individus... peuvent... » Ce qui ne donne pas un caractère automatique à cette loi. Ensuite le texte précise : « à moins qu'ils n'apportent la preuve de leur incorporation forcée... » Toute les possibilités de défense individuelle sont donc garanties. Ainsi donc, si les Alsaciens comme les Allemands apportent la preuve de leur innocence l'accusation

leur sera assuré obligatoirement.

On peut toujours objecter que la lettre et l'esprit de cette loi peuvent ne pas être respectés, mais quelle est la loi dans cette condition qui est respectée ?

Bien loin de nous la pensée de justifier une loi bourgeois qui n'est jamais objective, l'intérêt de classe étant toujours calculé dans son élaboration, mais il était important de se mettre sur le plan de la législation de notre société pour dénoncer les faux de la campagne entreprise et dont le but est de fausser le procès.

Le procès faussé permettra de laisser planer un doute sur le verdict. Les nazis bénéficieront de ce doute et l'important pour la bourgeoisie, ce n'est pas le bénéfice en faveur des soldats allemands accusés à Bordeaux, mais celui des officiers nazis en liberté qui collaborent avec les armées alliées comme le général Guderian. Les rapports entre l'Allemagne d'Adenauer, très susceptible et les autres pays de la coalition atlantique ne doivent pas, en outre, être générés par une nouvelle condamnation formelle de l'Allemagne nazie.

René LUSTRE.
(Suite page 4, col. 6.)

AMIS, FIDÈLES LECTEURS : Abonnez-vous !

La réaction se renforce. La voix du LIBERTAIRE, seule aujourd'hui à clamer la vérité, à combattre pour la justice et la liberté, est bien faible.

Vous avez un moyen de l'aider puissamment, un moyen qui ne vous coûtera rien : c'est de vous abonner ! Car, en vous abonnant, vous ferez rentrer dans la caisse du Lib. le prix intégral du journal, vous éviterez à l'administration tous les frais qu'impose la vente au numéro.

Savez-vous que 1.000 abonnés de plus assureront définitivement l'existence du « Lib. » ? D'autre part, afin de rationaliser sa distribution, le Lib. a revu ses listes de distribution : la répartition dans les kiosques est donc modifiée : suppression des très petits dépôts au bénéfice des plus importants.

C'est la dernière semaine où vous êtes sûrs de trouver votre Libertaire chez votre marchand habituel. ABONNEZ-VOUS !

6 mois : 500 francs — 1 an : 1.000 francs

Abonnez-vous ! Abonnez vos amis, abonnez un lecteur possible... et vous aiderez le Libertaire à tenir, à poursuivre son combat, à s'améliorer, à être le seul journal révolutionnaire digne de ses tâches.

Veuillez remplir la formule d'abonnement incluse page 4.

LE COMITE NATIONAL.

**LE R.P.F.
impose
avec les radicaux
son principe d'une armée
nationale fasciste**

LA séance d'investiture de René Mayer a été dominée par la politique étrangère. Il s'agissait de l'armée européenne, autour de laquelle s'était nouée et s'est dénoncée la crise ministérielle.

Est-ce que cette question a été pour cela définitivement éclaircie par les politiciens du gouvernement ? Tout au contraire, cette question reste très embrouillée, comme le prouvera la suite de cet article. Dès le départ, la séance d'investiture a été bien étonnante puisqu'elle a réuni dans une même majorité des gens ayant adopté dans ce domaine des positions absolument contradictoires.

Cependant, il apparaît qu'il y a eu un net progrès des thèses gaullistes. Ce sont les M.R.P. qui, en donnant l'investiture à Mayer, se sont inclinés devant l'ultimatum de la « bande à Sostelle ».

Il est vrai que Mayer n'a pas très bien précisé son programme. Cependant il a admis deux points qui pratiquement mettent le traité de Paris en grand danger : « La définition préalable du statut de la Sarre doit précéder la ratification des accords de Bonn et du traité de Paris ; d'autre part, le nouveau gouvernement n'engagera pas son existence pour obtenir cette ratification. Ainsi celle-ci est pratiquement ajournée sine die.

Les réactions d'une partie de la droite méritent une analyse.

Le Figaro, dans un article du Général Bethouard (10-11 janvier 1953), se déclare partisan du projet d'armée européenne, condamne la position gaulliste et reprend les déclarations de Juin qui aurait dit :

(Suite page 2, col. 4.)



RÉFLEXES DU PASSANT

Les roublards

Jé finirais par croire que l'U.R.S.S. souffre de constipation opinatière, chose grave dans un pays où la purge est tout à la fois un sport national et un inépuisable sujet de controverse philosophiques. De toute évidence le corps social soviétique est encombré de valeurs excentriques en quantités telles que toute circulation saine devient progressivement impossible. Seules arrivent encore à se faufiler les innombrables toxines, parasites et autres rats visqueux qui s'appellent : tétisme, nationalisme bourgeois, cosmopolitisme, trahison et impérialisme césarien. On les arrête, certes, mais comme les têtes de l'hydre, ils renaiscent, toujours plus virulents et agressifs.

Le mal serait peut-être curable si depuis quelque temps il n'était apparu un nouveau fléau : les roublards. Ces derniers sont des gens atteints de l'étrange malie qui consiste à s'ap-

**ABONNEZ-VOUS
AU « LIBERTAIRE »**

Le ministre et ses deux ânes

DONC, M. Marcellin, l'inéfable ministre de l'Information, celui d'avant le ministre Mayer, roupillait (le verbe « dormir » est un verbe noble et ne peut être employé en un tel cas) pendant un récent débat à la Chambre sur la radio.

Une interpellatrice lui demanda, dans le cours de l'après-midi :

— Pourquoi avez-vous supprimé l'émission « Rendez-vous à cinq heures » ?

M. Marcellin roupilla, roupilla... L'interpellatrice l'interpella de plus belle, haussant la voix.

Pourquoi avez-vous supprimé l'émission « Rendez-vous à cinq heures », en société socialiste, les mêmes et délitueux procédés qui font la honte et provoquent l'horreur — du régime capitaliste.

On achète à Moscou, on revend à Tiflis, on combine, on fait des affaires, on entasse des fortunes qui permettent de se payer du bon temps dans les boîtes de nuit et autres lieux essentiellement communistes. Et le tort que subit la collectivité est très grave.

En effet, les vedettes de la danse et de la politique, les grands directeurs, les grands médecins, les grands chanteurs, les grands généraux et les chefs géniaux se voient forcés de payer beaucoup plus cher les articles courants : manteaux de chinchilla ou de zibeline, tweed anglais, chapeaux, bijoux, etc..

Que faire ? Anxieux nous attendons la solution. La vraie. Celle qui débarrassera ce pays de tous les roublards. Jusque et y compris, le grand, le général roublard.

OLIVE.

BATAILLE DE L'ENSEIGNEMENT

Une tâche urgente à entreprendre : Regrouper la « Gauche écartelée »

Le Rassemblement, journal du R.P.F., publie une suite d'articles sur « les forces politiques à l'Université ». Le 25 décembre, on en était à la « Gauche écartelée ». Jean Kosk, qui mène l'enquête, aménagea aux membres de la F.A. une large place au sein de cette gauche « qui, anarchique par nature, a une incapacité congénitale à s'organiser ».

C'est méchant ! Notre journaliste n'est pas très sérieux d'ailleurs, car il avoue qu'il est impossible de situer la gauche sans risque d'erreur » et, partant là, il mélange à souhait « chrétiens progressistes de l'U.C.P., progressistes laïques neutralistes de l'observateur et titistes des brigades anarchistes du Libertaire »...

Pourquoi avez-vous supprimé l'émission « Rendez-vous à cinq heures » ?

M. Marcellin roupilla, roupilla... L'interpellatrice l'interpella de plus belle, haussant la voix.

Pourquoi avez-vous supprimé l'émission « Rendez-vous à cinq heures », en société socialiste, les mêmes et délitueux procédés qui font la honte et provoquent l'horreur — du régime capitaliste.

On achète à Moscou, on revend à Tiflis, on combine, on fait des affaires, on entasse des fortunes qui permettent de se payer du bon temps dans les boîtes de nuit et autres lieux essentiellement communistes. Et le tort que subit la collectivité est très grave.

En effet, les vedettes de la danse et de la politique, les grands directeurs, les grands médecins, les grands chanteurs, les grands généraux et les chefs géniaux se voient forcés de payer beaucoup plus cher les articles courants : manteaux de chinchilla ou de zibeline, tweed anglais, chapeaux, bijoux, etc..

Que faire ? Anxieux nous attendons la solution. La vraie. Celle qui débarrassera ce pays de tous les roublards. Jusque et y compris, le grand, le général roublard.

Décidément, tout est harmonieux en ce bas monde.

révolutionnaire de la F.A. qui regroupe et organise au côté des ouvriers les meilleurs des camarades de la « gauche écartelée ».

Michel MALLA.

— Amis de la Bataille de l'Enseignement,

Écrivez-nous : 145, quai de Valmy, Paris (10^e).

Plus nous serons nombreux à collaborer à cette rubrique, plus elle sera vivante.

EERRATUM. — Dans la « Bataille de l'Enseignement » du n° 342, un sous-titre a malencontreusement été oublié, rendant la fin du texte incompréhensible. Ce sous-titre est : « Les syndicalistes de base », il faut le placer entre « C'est leur rôle », et « S'ils ne parlent pas souvent... ».

Quand « Tito parle » dans le « Figaro »

JUSTE au moment de la rupture des relations diplomatiques entre le Gouvernement de Tito et le Saint-Siège, la feuille de Mauriac commence la publication des souvenirs de Vladimir Dedijer, membre du G.C. du P.C.Y., à travers lesquelles « Tito parle » aux bourgeois et rombières, lecteurs du « Figaro ».

Pour annoncer la publication : le fac-similé d'une lettre que Tito avait adressée à Dedijer en guise d'Imprimatur-Nihil obstat » et bénédiction... En dessous : la « traduction » française. Pour montrer l'honnêteté journalistique du « Figaro », nous pourrions citer plusieurs phrases « librement » traduites. Voilà un exemple : là où le « Figaro » parle de « cette vie (celle de Tito) si difficile », Tito dit : « Cette vie — si difficile... Il y a quand même une nuance ! On nous trouvera, peut-être, bien pointilleux. Eh bien ! ça nous fait tout simplement penser que le reste du « témoignage » sera aussi « arrange ». Et tout cela, pour la somme modique de 3 millions, nous dit-on, versées par l'ambassade titiste pour la publication. On est bien servi à peu de frais. On en reparlera.

Peut-on guérir la tuberculose ?

Réponse à M. Paul Reboux

Il y a soixante-dix ans aujourd'hui, après la découverte d'un bacille auquel le savant allemand Koch donna son nom, les médecins étaient complètement désarmés devant un mal terrible, à l'issue presque toujours mortelle, et dont on ignorait les causes.

La phthisie ou « langueur » devint la tuberculose et l'espérance semblait permis de combattre le fléau avec succès. Enfin le mal était identifié ; donc, on devait le vaincre. C'était mal connaître la nature particulière du bacille de Koch. L'avènement du siècle pasteurien devait conduire à lui appliquer les mêmes principes qui s'avéraient efficaces pour les autres microbes. Tous les sérums employés conduisaient à l'échec. La découverte des sulfamides en 1934, puis l'emploi de la pénicilline suscitaient de vastes espoirs qui, à leur tour, s'avérèrent sans portée.

Cela tient à la nature spécifique des bâtonnets. Ceux-ci sont enveloppés par une parapace cirruse et offrent de ce fait une résistance incomparable. D'autre part, si le bacille se manifeste à découvert, au début de la maladie, il se retranche au cours de la progression dans des points de l'organisme difficiles à atteindre.

Certaines substances détruisent la parapace du microbe ; l'acide sulfurique, par exemple. Mais il est impossible de verser de l'acide sulfurique dans l'organisme. Nous sommes en présence d'un phénomène facile à illustrer par un exemple de la vie courante. Soit un aviculteur dont l'élevage est décliné par les rats. Il lui est impossible d'utiliser cette pâture dite « Mort-aux-Rats », à base d'arsenic ou de strichnine, car il détruirait en même temps son élevage. Voici notre éleveur contraint de choisir une substance inoffensive aux volailles et en même temps capable d'emponsoir les rongeurs.

Ce choix, facile dans le cas de l'éleveur, est autrement plus délicat pour le médecin qui cherche à tuer le bacille de Koch sans lésir l'organisme.

Cette habitude du bacille de se retrancher dans des lieux inaccessibles, jointe à la nature spéciale de sa parapace, semble donc être responsable de son extraordinaire capacité de résistance.

L'engouement du public, généralement mal informé des problèmes particuliers de la tuberculose, a explosé à chaque découverte d'un produit nouveau. C'était le cas hier pour la streptomycine ; ça l'est aujourd'hui pour le Rimifon. En effet, les Américains, en 1946, annonçaient un « remède miracle » : la streptomycine, qui stoppait la tuberculose. La streptomycine, découverte en 1943, est aujourd'hui couramment employée dans le traitement de certaines formes de tuberculose, et en particulier dans la méningite. Cependant, malgré des résultats encourageants, un écueil attendait le corps médical : la faculté que possède le microbe de s'adapter au médicament. Le microbe devient résistant, un peu comme s'il était vacciné et, fait grave, il transmet héritièrement sa résistance. On peut dire aujourd'hui que tous les descendants de microbes résistants ont acquis de façon stable cette propriété. Ce qui explique pourquoi la courbe des résultats, après une lourdaud montée, baisse lentement, mais inexorablement. Il s'agit maintenant de porter des coups au bacille de Koch avec des substances neuves, pour lesquelles le microbe se trouve encore désarmé. Dans l'arsenal au service de cette guerre sainte, les thio-carbamates apportent un concours

blions pas, les symptômes peuvent disparaître si les bacilles se retranchent dans certaines parties difficiles à atteindre. Cela ne signifie pas que le mal soit vaincu.

*

En vérité, le problème de la tuberculose est si complexe qu'il devient déroutant dans ses multiples incidences. Paul Reboux rappelait fort justement l'importance du terrain. Saït-il que les motocyclistes sont pratiquement immunisés du fait de ce fameux bol d'air qui procure leur pratique ? Or, un décret du 4 février 1952 supprime les importations de machines étrangères. Le marché ne pouvant répondre à la demande, un grand nombre de jeunes seront privés d'une excellente cure préventive par ailleurs très agréable. Ceci pour illustrer toute la complexité d'un problème qui aboutit sans cesse au social. Le décret du 4 février 1952 est la conséquence logique du manque de devises.

Le remplacement des taudis par des maisons saines, où le soleil pénètre à flots, la construction de stades et de piscines ne pourront se faire que contre une politique de guerre. Voilà le problème. Il y entre même des questions de morale. La fréquentation des camps de nudisme compte parmi des moyens préventifs sérieux. Mais le nudisme est considéré comme une licence des meurs. Eh bien, Monsieur Reboux, vous avez là un vaste et magnifique champ d'action. Employez-y votre talent. Laissez donc les médecins qui n'ont pas renoncé à leur état de débrouiller avec le 4-acetylaminobenzaldéhyde, etc... La chimie est leur compétence. Vous, de même que jadis vous fites campagne pour la limitation des naissances, aiguisez votre plume contre les marchands de fausse vertu, les boutonneux et les vieilles filles qui traînent leurs complexes et fondent une morale idiote qui s'oppose aux pratiques aptes à donner au corps humain sa pleine mesure de vitalité débordante. Faites discerner dans le mécanisme de la société capitaliste les rouages qui s'opposent à la construction de stades et de sanas parfaitement ouillés. Et soyez certains que ceux-là mêmes qui vivent de la tuber-

culose ne pourraient plus avoir intérêt à s'opposer à l'accélération de la recherche scientifique dans une société où l'argent aurait moins de valeur que la santé du corps et de l'esprit. Des tâches vous appellent, bien autrement grandioses que votre soutien à une smala de soi-disant guérisseurs qui crèvent de peur qu'une découverte ne puisse leur permettre de continuer à spéculer sur les cadavres tout proches de leurs clients moribonds. Pour un guérisseur exerçant avec l'amour de son art, combien de fortunes scandaleuses ?

GUY ALLAIRE.

LES SOLDATS AMÉRICAINS ne marchent plus pour la sale guerre

Le général Mc Auliffe, chef d'état-major adjoint de l'armée de terre des Etats-Unis, a déclaré au cours d'une conférence de presse que 46.000 soldats américains ont déserté depuis le début de la guerre en Corée. 35.000 d'entre eux ont été repris ou sont présentés d'eux-mêmes aux autorités. Pour toutes les armes, armée

de terre, aviation, marine et fusiliers marins, le nombre total des déserteurs non repris s'élève à 13.400. Encore, ce chiffre ne comprend-il que les hommes classés comme déserteurs et non ceux considérés comme absents sans permission.

Les armées américaines ont toujours connu cet état de choses. Ces déserteurs sont-ils des déserteurs idéologiques ? A part quelques exceptions de transfuges qui ont passé dans le camp stalinien, il est beaucoup plus probable qu'un fait qui se produisit en Italie se renouvelle en Corée.

Pendant la campagne et l'occupation de l'Italie, c'est-à-dire entre 1944 et 1946, il y eut des maquis de déserteurs américains en nombre considérable. Ces maquis se constituaient dans les montagnes et l'Etat-Major U.S. dut à plusieurs reprises entreprendre de véritables expéditions contre eux. Le dernier de ces maquis ne fut réduit qu'au cours de l'année 1946.

La seule idéologie de ces déserteurs consistait en ce qu'il ne ressentait aucune raison de se battre, parce que la guerre revêtait, à leurs yeux un aspect différent de ce qu'ils en avaient imaginé en s'engageant. Mieux valait pour eux piller et vivre dans la débauche sans risque, que de tuer, piller et violer en risquant la mort et en subissant les privations de la guerre.

La chose est actuellement en train de se reproduire en Corée. Elle prouve que les engagés de Corée ne sont pas partis, dans leur ensemble, pour aller faire une sorte de croisade contre le stalinisme, mais pour les mêmes raisons qui poussent des Français à s'engager pour l'Indochine. L'attrait de l'aventure, du gain, du pillage, du viol et de tous les plaisirs communs aux soldards.

La désertion intervient lorsque ces plaisirs sont dépassés par les inconvenients auxquels cas seule la peur d'être fusillés retient les soldats qui ne savent plus alors pourquoi ils se battent.

Le capitalisme ne peut plus réussir à insulter le feu sacré de la guerre dans l'âme de ses guerriers : c'est un signe de sa dégénérescence et de son agonie.

GALA de "Solidaridad Obrera"

Nos camarades espagnols nous prient de vous informer qu'ils organisent le 27 mars 1953 le grand gala de la « Soli » où, comme chaque année, se retrouvent fraternellement unis autour du vaillant journal espagnol, tous les camarades anarchistes.

Nous y serons nombreux.

Le Gérant : René LUSTRE.

Impr. Centrale du Croissant, Paris-2^e.
F. ROCHON imprimeur.

LE 28 FÉVRIER 1953

Une grande soirée

★ libertaire ★

Tel sera le spectacle qui vous sera offert

par le Comité Régional de la Fédération Anarchiste

★

UN BAL DE NUIT

suivra cette soirée
qui vous divertira, vous enchantera
jusqu'à l'aube

ORCHESTRE AU-DESSUS DE TOUT ÉLOGE

★ Retenez bien cette date
le 28 Février 1953 ★

CULTURE & REVOLUTION

PROBLÈMES ESSENTIELS

L'évolution démographique et les problèmes internationaux

III.- LA POLITIQUE DÉMOGRAPHIQUE DE L'U.R.S.S.

LORSQUE éclata la révolution d'Octobre, la société russe avait atteint son paroxysme de crise. Crise politique, sociale et économique qui, au cours de la trentaine d'années qui précédèrent 1917. La conscience révolutionnaire s'était alors attaquée souvent d'une manière plus violente et plus pratique que dans les autres pays occidentaux à la structure même du régime capitaliste et notamment à l'autocratie familiale.

La lutte pour l'émancipation familiale (1) apparaissait comme un recteur non négligeable de la lutte sociale. « Les idées révolutionnaires influencent tout spécialement sur les femmes et amènent une modification fondamentale de leur condition... L'émancipation avait tendance à s'imposer... L'amour libre, d'inconnu devint plus cou-

rant qu'en Occident... Le mouvement féministe se développa en raison même de l'autocratie familiale contre laquelle il s'élève et l'histoire des mouvements féministes apparut pleine d'enseignements quant à la révolution qui devait « modifier de fond en comble les rapports légaux, psychologiques et moraux de l'homme et de la femme dans le mariage » (2).

Les deux tendances de la politique démographique en U.R.S.S.

Partant de cette situation révolutionnaire le gouvernement de Lénine dut répondre aux aspirations russes à une véritable liberté sexuelle et à une complète égalité entre la femme et l'homme. Ce fut la première tendance des bolcheviks qui devait aboutir à consacrer et à étendre largement l'état de fait révolutionnaire auquel avait accédé une partie de la population et à satisfaire les exigences du peuple russe visant à briser tous les cadres de l'ancienne vie sociale pour installer une société libre. Cette tendance, proprement libertaire, prédomina dans la pre-

mière période de l'histoire soviétique, mais ensuite fit peu à peu place à la deuxième tendance, plus nettement démographique, visant hors la libération sexuelle et familiale de la génération révolutionnaire à garantir au pouvoir soviétique un renouvellement, une augmentation des ressources en hommes. Cette deuxième tendance qui prédomine depuis 15 ans, est nettement nataliste. Voyons quelques mesures prises par l'Etat soviétique pour matérialiser ces deux tendances en deux phases successives de sa politique démographique.

PREMIÈRE PHASE :

Emancipation révolutionnaire

L'époque du « communisme de guerre » s'ouvre en mobile démo-graphique avec les décrets de décembre 1917 qui ont pour résultat d'instaurer :

a) la régularisation de l'état civil jusque-là aux mains du clergé ;
b) la liberté absolue de divorce (chaque époux peut le demander sans justifier d'aucune raison et le divorce est prononcé, même en cas d'opposition de l'un d'entre eux) ;
c) l'abolition de l'héritage ;

d) l'absolue égalité des droits familiaux domestiques de l'homme et de la femme. Ces décrets libérateurs sont complétés, le 20 novembre 1920, par l'autorisation de l'avortement sans avoir à le justifier d'aucune raison, s'il est réalisé par un médecin dans un hôpital d'Etat.

La période de la N.E.P. se traduit sur le plan démographique comme sur tous les autres, par un ralentissement de l'effort révolutionnaire. Certaines formes d'héritage sont admises.

DEUXIÈME PHASE :

Natalité et restauration de la famille

Certains résultats de cette politique individualiste apparaissent cependant inquiétants. En effet, si en 1917 la force démographique du peuple russe était telle que l'on pouvait se fier à lui pour qu'il mette au monde le plus rapidement possible une proportion considérable d'êtres humains (qui seraient facilement marqués par l'idéologie nouvelle et serviraient de contrepoints aux masses anciennes) on en vint à craindre, à partir de la période des plans quinquennaux, que l'affaiblissement de l'elan démographique ne vint compromettre tout l'ouvrage.

En effet, un ralentissement très net de la natalité, observable d'abord dans les grandes villes (3), pouvait laisser craindre que le poids de l'activité économique ne puisse être transmis à de nouvelles générations trop peu nombreuses.

La réaction des autorités soviétiques ne se fit pas attendre. Staline donna le signal de la nouvelle politique démographique par son discours du 4 mai 1935 sur « l'homme, le capital le plus précieux ». La « Pravda » enchaîna en ajoutant que « le mariage est la principale affaire dans la vie » et la propagande officielle ne trouva de mieux que de prôner le retour aux cadres familiaux de la

qu'il ordonnait, prévoyait une extension de l'aide positive aux femmes enceintes et aux familles nombreuses.

Ces deux préoccupations : les unes restrictives quant à la liberté individuelle, les autres extensives quant à la libération de la femme de ses charges de maternité, furent réalisées de pair dans les années suivantes et cela d'autant plus que la guerre de 1941-45 vint provoquer au sein des peuples soviétiques une saignée de 17 millions d'individus.

La loi du 8 juillet 1944 s'inspire des mêmes préoccupations. Elle envisage d'une part :

a) Le renforcement de la protection de la maternité et de l'enfance par l'extension du réseau des institutions et établissements publics prenant en charge la mère puis l'enfant, et aussi par l'intensification de l'aide jécuniaire (4), aux mères (subventions à la naissance, allocations mensuelles dont

le montant des unes et des autres augmente avec le nombre d'ordre de chaque enfant), système qui, d'ailleurs, par le jeu de différents barèmes, favorise particulièrement les filles-mères.

Et d'autre part :

b) Le resserrement des liens du mariage par la suppression du mariage de fait qui unissait un homme et une femme qui cohabitaient de façon suivie, par les difficultés accrues, opposées à tout divorce.

c) L'institution d'un impôt sur les célibataires, les ménages sans enfant, les ménages ayant une progéniture restreinte.

Il semble que cette politique étroitement nataliste ait porté ses fruits puisque dès novembre 1947 les allocations aux mères de familles nombreuses étaient considérablement réduites, ce qui laisse supposer que l'accroissement de la population est assuré sans qu'il soit nécessaire de le provoquer davantage.

L'U.R.S.S. pays de jeunes ?

Il est très difficile de connaître la situation démographique présente de l'U.R.S.S. Les dernières statistiques sur la structure par âge (donnée essentielle pour toute étude démographique) de l'U.R.S.S. remontent à 1939.

A ce moment la population soviétique, comme celle du reste, de l'Europe orientale, apparaissait comme beaucoup plus jeune que celle des pays d'Europe occidentale. Cela tenait à deux raisons : parce que sa forte natalité entraînait une forte proportion de jeunes et parce que la forte mortalité des adultes et des vieillards réduisait le pourcentage des gens âgés. En 1939, la proportion des sexagénaires ne dépassait pas 6,6 % en U.R.S.S. (7,7 % en Pologne), alors qu'elle est actuellement en France de 16 %. Elle a dû néanmoins augmenter en U.R.S.S. du fait des grosses pertes subies par la population masculine de 18 à 40 ans durant la guerre, et du fait aussi de la baisse de la mortalité normale qui, depuis une douzaine d'années, épargne de plus en plus de vieillards.

Si la proportion d'enfants est vraisemblablement assez élevée en U.R.S.S., par contre, la proportion de gens entre 20 et 60 ans (parmi lesquels se recrutent la plupart des travailleurs) n'est pas sensiblement différente en U.R.S.S. de ce qu'elle est en Europe occidentale. Mais on compte parmi les adultes un pourcentage beaucoup plus élevé d'hommes et de femmes âgés de 20 à 35 ans, période de la vie où l'on a le plus d'enfants et où l'on meurt peu.

L'U.R.S.S. demeure ainsi un pays plus jeune que l'ensemble de ceux de l'Europe occidentale. Cependant le vieillissement de sa population inévitables ici comme dans le reste du monde, tendra à diminuer l'écart qui le sépare des autres pays d'Europe.

La politique démographique en vigueur lui assure une certaine avance en ce qui concerne ce capital le plus prisé qu'est l'homme. Mais on peut se demander si

un tel résultat n'aurait pu quand même être atteint sans qu'il soit nécessaire d'annuler certaines des plus éclatantes conquêtes de la Révolution, sans restaurer des contraintes familiales que n'ont à enlever aucun des pays capitalistes les plus avancés et pour la suppression desquelles ont lutté tant de révolutionnaires.

Hélène URBAIN.
(4 suivre)

(1) Voir « Libertaire » nos 341 et 342.
(2) M. Sicard : « Introduction à l'étude de la politique familiale en U.R.S.S. (Sociologie et droit slaves, juin-juillet 1946).

(3) On enregistre dans les cliniques de Moscou en 1934 : 57.000 naissances contre 154.000 avortements, et en 1935 : 70.000 naissances contre 155.000 avortements.

(4) Sans parler de l'aide honorifique, très spéciale qui grotesque, « Médecine et maternité » offre. Gare à la maternité titrée de « Mère héroïne » ! aux mères ayant mis au monde et élevé 10 enfants.

L'existentialisme ou la girouette des salauds

leur retour de Vienne, du Congrès pour la Paix, les staliniens ont invité les membres des colonies du parti et les sympathisants à un compte-rendu public au Vélodrome d'hiver à Paris. Jean-Paul Sartre y participait. Il trouva même cela insuffisant puisqu'il adressa au journal « Le Monde » du 1^{er} janvier un complément à son rapport du « Vélo d'Hiv ».

Quand la lecture de ce long papier est terminée, la réflexion qui nous vient à l'esprit est celle de se demander qui, en réalité, est J.-P. Sartre. Un imbécile ou un fumiste ? Parce qu'il a beau jouer les avertis en nous disant par exemple qu'il était averti sur ceux qu'il devait rencontrer à Vienne, les « naïvetés » qu'il nous déclame par ailleurs, laisse la question posée.

Il s'est trouvé des Français, dit Sartre, qui, sans condamner le principe de la colonisation ont voté la même motion que les vietminh. Non mais, quelle signification peut bien avoir la Paix pour le colonialiste en guerre pour récupérer ses plantations

d'arbres à caoutchouc et pour la Vietnamien en guerre pour la libération de son pays ? A moins que Sartre confond le Vietnam et le Vietnam. La Paix entre Bao Dai et Monsieur Le tourneau est cet effet fait depuis longtemps. Et quelle signification peut encore avoir la motion de Paix votée à Vienne entre le capitaliste et le parti communiste vietnamien pour les deux indochinois expulsés de France le 13 décembre et remis à la police de Bao Dai.

Il paraît que l'on riait à Vienne à la lecture des arguments de ceux qui dénonçaient ce congrès. Nous voulons le croire. Sartre et tous ces amis de vaient se marier du bon tour que l'on jouait aux gogos. Les curés, les pasteurs, les radicaux, « les sauteaux », les pérönistes, les staliniens, tous dévalent en effet se marier. Si c'était possible, si on pouvait faire la paix avec les morts des camps de concentration russes et espagnols, sur les chômeurs français qui crévent de faim sur la tombe de Fehra-Hached.

« Peut-être sera-t-il possible, explique encore Sartre, si nous savons parler de ce que nous avons vu, de réunir sans distinction de partis, ceux qui croient à la Paix et de réserver l'autre côté du « no man's land » à ceux qui ne croient plus qu'à la guerre ».

Mais ils sont tous du même côté, les pacifistes et les guerriers. Il y a les pacifistes pour la Paix en Europe et la guerre aux colonies et il y a les pacifistes pour la Paix aux colonies (qui faut réservé comme repli des gouvernements) et la guerre en Europe. Il y a aussi les pacifistes, comme Sartre qui veulent la Paix, la Paix partout, mais pour l'avoir, celle-ci, il faut s'accrocher bien fort sur les portes des camps de concentration et fermer les fenêtres parce qu'on y gueule à l'intérieur.

Peut-on croire à l'impossibilité de Sartre ? Evidemment tout est possible, mais nous croyons plutôt que Sartre est allé à Vienne pour prendre le vent et une assurance sur la vie, comme le dit un de nos camarades dans une autre colonie, du côté stalinien. Et la philosophie existentialiste de Monsieur Sartre nous interdira de le juger et lui laissera toujours la justification d'un autre choix si la girouette tourne à nouveau à l'Ouest.

Lumière de soufre

de Georges ARNAUD

aucun amour, aucune ambition. Ayant découvert un carton peint qu'il croit être un Van Gogh, il cherche à l'identifier. C'est alors que le roman « commerce », et que nous commençons à nous poser des questions. Maussac est-il capable d'enthousiasme ? Ses recherches l'amènent-elles à découvrir une raison de vivre ?

À ces questions qui se poseront désormais sans relâche jusqu'aux dernières pages du roman, s'ajoute celle de savoir quelle importance va jouer dans la vie de Maussac une petite tache qu'il s'est découvert sur la langue, tache mystérieuse que Maussac n'identifie que trop tard...

Georges Arnaud répond à toutes ces questions dans ce style sans apprêt et

sans pudeur qui faisait déjà du « Salaire de la peur » une œuvre qui se prolonge et trouve un écho. Georges Arnaud, s'il est capable de dire crûment des choses crues, est capable aussi d'envoies lyriques touchantes jusqu'aux larmes. Il provoque, tour à tour et parfois simultanément, l'intérêt et le dégoût, l'admiration et l'émotion. Il évoque la « lumière de soufre » annoncée par le titre, à la fois en décrivant le Van Gogh supposé et en teintant de cette lumière d'un jaune verdâtre l'atmosphère où vit Jean Maussac. Et c'est justement dans la peinture fidèle de cette atmosphère où baignent la souffrance et la médiocrité, que demeure l'essentiel du livre de Georges Arnaud.

G. AULNOY

G. NANÇAY 420

Bakounine Agostino

Les expériences syndicales internationales La Tour d'ezra

Les expériences syndicales en France

de 1939-1950 Le Zéro et l'Infini

Les deux sœurs Ravage

L.-F. Céline tel que je l'ai vu

Scandale aux abysses

Les manants du Christ

Le cœur net

Héloïse et Abélard

Bon pied bon œil

Le trimard

Barnums

Les orgues de l'enfer

Molière en Afrique noire

L'art nègre

Bethel Merriday

Qu'une larme dans l'océan

Sur les pas de Morell

Propos subversifs

J.-J. Rousseau. 555

G. NANÇAY 420

Bakounine

Agostino

La Tour d'ezra

Le Zéro et l'Infini

Ravage

Marie-Claire

L'atelier de Marie-Claire

Le nain gigantesque

Jour de famine et de misère

L'honneur de Pérouzigue

Le trimard

Nuclea

Qu'une larme dans l'océan

Sur les pas de Morell

Propos subversifs

S. Faure

Kaminsky

A. Moravia

Koestler

—

—

375

R. Barjavel

UN TOIT POUR CHAQUE TRAVAILLEUR

Les logements existent

Il faut les arracher aux bourgeois

« Je veux faire des milliers de propriétaires », vient de déclarer le successeur de Claudio Petit, Pierre Courant, nouveau ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme.

Or, ce n'est pas les milliers de propriétaires nouveaux que le citoyen Courant ira pulser dans les classes moyennes qui apporteront une solution à la crise du logement au sein de la classe ouvrière.

Des centaines de milliers de travailleurs vivent dans des taudis ou des ruines, des dizaines de milliers logent dans des mansardes ou dans une chambre d'hôtel, d'autres habitent dans d'anciennes prisons. C'est ainsi que trente familles d'expulsés sont hébergées à la maison départementale de Nanterre (36 hommes, 41 femmes, 45 enfants) et logent dans des cellules aménagées, à 30 francs par cellule et par jour... Ce sont les « veinards ».

LA guerre a détruit 600.000 maisons et en a endommagé un million. En outre, une grosse partie du patrimoine immobilier existant doit être remis en état. De plus, il faut construire.

Reconstruire, réparer et construire des millions d'immeubles, tel est le programme qui s'impose, non pas pour « faire des milliers de propriétaires », mais pour loger des millions d'hommes, de femmes et d'enfants.

Le programme de construction devrait être de 350.000 logements par an et cela pendant trente ans. Or, en 1950, il n'en été construit que 68.000 et, en 1951, que 75.000; nous sommes loin du compte !

Ce ne sont pas les ministères de faire d'empêche qui se succèdent qui changeront quoi que ce soit dans la situation du logement en France.

Y a-t-il une solution ?

Claudius-Petit avait trouvé une recette démagogique : rendre obligatoire pour toutes les entreprises faisant des bénéfices l'investissement d'une somme correspondant à 1,12 % ou 2 % des salaires versés par l'entreprise pour améliorer l'habitat. Cà à quoi Georges Villiers, président du Conseil National du Patronat Français, retourna la balle, répondant : « On ne peut légitimement espérer obtenir des résultats suffisants tant que les dépenses annuellement supportées par les Français pour leur logement resteront inférieures à celles qu'ils consacrent au tabac et cinq fois plus faibles que celles qu'ils consacrent à l'alcool. » La solution qui consiste à augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs était, bien entendu, mise dans l'ombre par le Gouvernement aussi bien que par le patronat !

Toutefois, dans la situation catastrophique actuelle, le problème est moins, pour les millions de mal logés, de faire la queue pour entrer à prix d'or dans les 75.000 logements qui se construisent chaque année que d'occuper les locaux qui existent.

Mais y a-t-il des logements ? Oui ! A Paris, en 1946 (et rien n'est changé depuis) on apprenait que : 42.183 foyers de 3 et 4 personnes vivaient dans une pièce ; 16.084 foyers de 5 à 6 personnes vivaient dans une et deux pièces ; 5.401 foyers d'au-moins 7 personnes

Quels sont les objectifs à atteindre ?

• Réquisitionner (légalement ou illégalement) les locaux vides ou

La civilisation des Blancs au Kenya

(Suite de la page 3)

Groupés dans cette organisation, les Kikouyous ont édifié, par leurs propres moyens des services sanitaires, des écoles et des fondations culturelles. Ce sont les seuls services existant pour les 5 millions de Kikouyous, alors que les autorités n'ont, dans les cinquante ans qui ont précédé, rien ou à peu près rien fait dans ce sens. Il y a au Kenya actuellement près de 600.000 enfants nés d'âge scolaire, et seulement 3.175 d'entre eux vont dans les écoles gouvernementales et 36.477 dans les écoles des missions, alors que dans les écoles élémentaires et financées par l'Union Africaine du Kenya il en est reçu 61.220. D'autre part, le gouvernement du Kenya dépense environ 8 shillings, soit 400 fr., pour l'éducation d'un enfant noir et près de 25 livres, soit 25.000 francs, pour l'éducation d'un blanc. Loins d'être en-

Il en fallut bien peu d'ailleurs : le mécanisme d'oppression qui accompagne tout colonialisme qui se respecte se mit bientôt en marche.

Le gouvernement Tory envoya au Kenya sir Percy Lillitoe pour prendre la situation en main. Que fit-il ? Entreprit-il des réformes à longue portée ? Entreprit-il le redressement de la situation d'injustice, de pauvreté, de mécontentement que ses compatriotes avaient contribué à établir ? Non pas !

Son action au lieu d'être un geste de conciliation, ne fait qu'augmenter le mécontentement et la haine de l'Africain pour le blanc (ce qui permettra à quelques-uns de parler de lutte raciste de la part des Kikouyous. A qui la faute si les opprimés sont noirs et tous les oppresseurs blancs ?) Mais l'attitude raciste se retrouve dans les actes de sir Lillitoe. Le blanc ne peut avouer qu'il a tort ou qu'il a eu tort, il est supérieur, il ne rend de comptes à personne et surtout pas aux noirs.

La baisse de 2 frs au pain de 700 gr. est un cadeau aux patrons

Le prix de la farine a diminué de 128 fr. les 100 kilos. Ceci se traduit pour le patron par un bénéfice supplémentaire de 0 fr. 34 au pain de 0 kg. 300 (baguette). La diminution du bénéfice est de 0 fr. 73 au pain de 0 kg. 700.

Ce qui donne à une maison du 7^e arrondissement ayant une fabrication journalière de : 125 pains de 0 kg. 700 et 720 pains de 0 kg. 300. Perte sur pains de 0 kg. 700 : 91 fr. 25.

Bénéfices sur pains de 0 kg. 300 : 244 fr. 80, soit par jour 153 fr. 55 de bénéfices supplémentaires.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers -- La terre aux paysans

MAYER comme PINAY contre la classe ouvrière

La Vie Française, organe de la haute finance, se réjouit au lendemain de l'investiture de Mayer, du programme proposé.

Les partis de la majorité applaudissent ce qu'ils appellent une politique courageuse.

Cependant, la politique française continue ainsi que le montre l'éditorial de ce jour.

Il est pourtant intéressant d'étudier les points principaux d'un programme que nous subirons dès demain, et qui agrave encore la situation actuelle de tous les prolétaires.

SUR LE PLAN INTÉRIEUR

Mayer prétend stabiliser les prix, continuer l'œuvre de Pinay. Chacun sait que la baisse Pinay n'était qu'un paravent qui dissimulait une crise économique grandissante que suffit à prouver le chômage croissant.

Pour parer et pour tenter d'éliminer l'inflation, Mayer compte bloquer 100 milliards de dépenses civiles et militaires.

Il est malheureusement certain que l'influence américaine aidant, seules les dépenses civiles seront amputées. Le peuple de France verra prélever sur son salaire de quoi entretenir tout un attirail guerrier qui lui est en fait destiné.

— La Réforme constitutionnelle est aussi à l'étude. Elle a pour but de donner un pouvoir plus fort au gouvernement, de permettre la dissolution de l'Assemblée.

— La Sécurité sociale est visée.

Le gouvernement va donner suite au projet Garet.

Ainsi la solution proposée à l'incurie gouvernementale et à la mauvaise gestion de la Sécurité sociale, c'est la mort ou presque de celle-ci.

— Les lois-cadres, terme élégant pour désigner ce qui doit remplacer les décrets-lois de sinistre mémoire, sont à l'ordre du jour. Nous partons ainsi sur le terrain de l'autoritarisme forcené, le plus sûr chemin qui mène au fascisme.

Mayer se propose tout d'abord d'appliquer ces lois-cadres à la fiscalité et, si le dit lui-même, il sera ainsi possible de prévoir des aménagements réclamés de toutes parts.

La politique des petits copains continue, comme elle continuera tant que

durera le système. Mais cette fois, les intéressés sont de taille (voir la biographie de Mayer).

— Le problème du logement est résolu.

Un effort sera fait, paraît-il, mais il n'est pas prévu un seul centime supplémentaire pour construire des logements aux milliers de sans-abri.

Enfin, reprenant le slogan R.P.F. de l'association « capital-travail », Mayer a le front d'affirmer : « La classe ouvrière a fait des efforts pour porter la production au taux déjà élevé qu'elle a atteint ; elle a fait preuve d'une patience admirable grâce à son sens profond de l'intérêt national ». Qu'en pensez-vous, O.S. sous le joug du chronomètre ? Le gouvernement va encore essayer d'abuser la classe ouvrière en lui promettant une participation aux bénéfices.

SUR LE PLAN EXTÉRIEUR

René Mayer n'est pas l'homme à contre-carrer en quoi ce soit la politique américaine.

C'est pourquoi il compte soutenir :

— La fidélité au Pacte Atlantique, c'est-à-dire le réarmement intensif pour tous les pays y compris l'Allemagne.

— La continuité de la répression policière en Afrique du Nord. Mayer est l'ami des gros colons, et il ne l'oublier pas.

— La continuation de la sanglante guerre d'Indochine.

Voici donc ce que nous proposons le gouvernement.

FACE AUX POLITICIENS

Les communistes libertaires proclament depuis toujours que la classe ouvrière est majeure, qu'elle n'a pas besoin d'un gouvernement quel qu'il soit.

Il faut donc que la classe ouvrière se ressaisisse et qu'elle lutte avec la F.A. contre tous les gouvernements, réclame par essence, causes d'exploitation, de misère et de guerre.

La classe ouvrière doit lutter pour la seule solution valable, le communisme libertaire.

Claude TRASSIN.

AUX FORGES D'HENNEBONT

le chômage partiel remplace les licenciements

LA direction des forges d'Hennebont, près de Lorient, qui emploient près de deux mille ouvriers, a pris la décision de ramener l'horaire de travail à trente-deux heures par semaine dans les principaux ateliers et même dans certains cas, à vingt-quatre heures à partir du 7 janvier.

Cette décision a été prise pour éviter que la baisse d'activité de l'usine n'entraîne de nouveaux licenciements. En novembre dernier, cette entreprise avait déjà licencié dix-sept travailleurs et ramené l'heure à quarante et trente-deux heures.

L'usine a été totalement fermée du 25 décembre au 5 janvier, l'inventaire de fin d'année ayant demandé un gros travail en raison de l'accumulation des stocks de produits résultant de la productivité chère au Conseil national du patronat français.

Ainsi après les industries du textile et des cuirs et peaux le chômage par-

tiel commence à faire son entrée dans la métallurgie en attendant de se propager dans d'autres secteurs.

Renault, Simca, Hennebont et les autres entreprises métallurgiques sont autant d'avertissements donnés par le patronat aux travailleurs. En retrait, le fascisme se prépare à apporter sa solution au chômage. Plus que jamais les travailleurs doivent s'unir et imposer l'union à leurs responsables.

ORADOUR

(Suite de la première page)

Voilà le but réel de cette agitation. Maintenant, pour nous, ce procès s'il se déroulera normalement et dans le but stupide d'une vengeance, comme le réclament les staliniens ne signifierait rien. Il ne signifierait rien parce que, comme nous le demandions la semaine dernière, avant de juger ce crime il faudrait répondre à la question : Est-ce qu'un soldat doit discuter les ordres qu'il reçoit ? Cette question ne serait pas valable pour les nazis ? Pour quels nazis d'abord et ensuite l'est-elle pour les soldats du corps expéditionnaire en Indochine et pour les ratsseurs du bled tunisiens. Si oui alors que tous les assassins des armées impérialistes soient sur les bancs des accusés à Bordeaux. Si non alors ce procès n'a aucune raison d'être.

Le châtiment des assassins, des tortionnaires nazis huit mois après le crime ne sert qu'à la mystification démocratique. Il ne sert qu'à calmer les crimes colonialistes. Nous refusons cette crapulerie.

Le procès comme le verdict des assassins nazis étaient fait et rendu sitôt que les peuples résistaient et prenaient les armes contre le nazisme. C'est à ce moment-là que le procès des prisonniers devait être fait, leur exécution ou leur acquittement prononcés. Le retardement des procès était déjà une trahison de la même valeur que le crime des nazis. C'est tout ce que nous retiendrons.

A ROCHEFORT-MONTAGNE (Puy-de-Dôme)

Les travailleurs de la ponce sont honteusement exploités

Rochefort-Montagne est un petit bourg de l'Auvergne, en plein cœur de la zone volcanique.

La ponce y est abondante, aussi des carrières sont-elles exploitées par de petites entreprises qui fabriquent les poudres à récurer et les savons-pâtes à nettoyer les mains.

Six ou sept travailleurs sont ainsi employés dans ces entreprises. Mais,

ils n'est pas la fois illustré, une nou-

veille fois la capacité des petits patrons,

ABONNEZ-VOUS !

NOM (1) PRENOM

Je soussigné N°

demeurant Rue Département

a désire souscrire un abonnement au journal « Le Libertaire » pour une durée de

(2) 6 MOIS : 500 fr. — 1 AN : 1.000 fr.

que je vous adresse par mandat (3) à votre compte chèque postal René LUSTRE, 145, quai de Valmy, Paris - C.C.P. 8032-34.

(1) Écrivez distinctement votre nom et de préférence en capitales : DURAND.

(2) Rayer la mention inutile.

(3) Utiliser par économie les mandats de versement à un C.G.P.